

nous occuperons que des organisations ou militants se réclamant de la classe ouvrière. On peut y observer que ces idées se trouvent dans des courants allant en sens divers. Récemment une déclaration commune a été signée par les Partis socialistes du Japon et des Indes en faveur d'une politique indépendante des deux blocs. Ces formations ne sont, de toute évidence pour ceux qui ont suivi leur évolution, nullement cristallisées sur des positions bien déterminées. Elles ont rompu ou sont en voie de rupture avec la bourgeoisie et avec les ailes droitières qui exprimaient en leur sein directement la pression de la bourgeoisie. Nous ne devons ni juger ces partis sur ces déclarations ni juger ces positions en fonction de ces partis. La signature par ces partis d'une telle déclaration exprimait une étape d'une évolution progressive, bien qu'insuffisante, inachevée et encore grosse de dangers. Il faut nous tourner, pour voir les dangers inhérents à cette position de « troisième camp », soit du côté des organisations comme le P.C. Yougoslave qui, après une incursion vers la gauche, est passée par cette position au cours de son évolution vers la droite, soit du côté d'organisations ou de courants jusqu'à présent relativement cristallisés politiquement, comme le POUM et les schachtmaniens, qui ont été et sont encore les plus systématiques défenseurs d'un « troisième camp ».

Il n'y a vraiment pas à insister au sujet des Yougoslaves. Au lendemain de leur rupture avec le Kominform, ils ont fait visiblement un effort théorique pour s'orienter politiquement. Puis, quand la pression de la situation internationale est devenue trop forte et qu'ils ont vu leur seul espoir dans une aide matérielle importante, ils se sont rappelés qu'ils avaient appris à l'école stalinienne que les principes étaient faits pour être bafoués et qu'il y avait toujours des théoriciens pour justifier au nom du marxisme les pires compromissions. Tito découvre les bienfaits de l'Occident, passe un pacte militaire avec les U.S.A. et condamne toute idée d'un « troisième camp ».

Pour les communistes yougoslaves dont l'inquiétude nécessite quelques ex-

plications théoriques, Djilas proclame la bureaucratie une nouvelle classe et l'U.R.S.S. un capitalisme d'Etat ; si cela ne suffit pas, l'Etat yougoslave « en voie de dépérissement » possède certainement quelques arguments plus puissants en la personne de Rankovitch. Mais l'évolution de la diplomatie yougoslave est des plus frappante. Rompant avec Staline, les Yougoslaves prétendaient au début fort justement avoir le droit de décider par eux-mêmes leur politique au sein du camp anti-impérialiste. La pression du gouvernement soviétique et de ses satellites devenant plus difficile à supporter, ils déclarèrent adopter une position « indépendante » et, pendant quelque temps, ils avancèrent sur la corde raide. Incontestablement leur situation était très pénible. Mais, renonçant à se tourner vers les ouvriers et ayant beaucoup plus confiance dans les avions à réaction qui pouvaient leur venir de Washington, ils lui vendirent leurs principes en même temps que leurs marchandises. Ils abandonnèrent la Corée devant l'agression américaine. Ils viennent à la dernière session de l'O.N.U. de renier même le principe de l'égalité de toutes les nations, petites et grandes, pour lequel ils avaient osé se rebeller contre Staline. Dans son discours, Kardelj, pour la première fois, s'est prononcé pour un Pacte entre grandes puissances... afin d'assurer la paix, alors que jusqu'alors les Yougoslaves avaient dénoncé ce genre d'accord comme se faisant aux dépens des petites nations, sans aucun profit pour la cause de la paix. Plus encore, ce n'est pas n'importe quel pacte entre n'importe quels « Grands » que les Yougoslaves sont prêts à accepter. Kardelj veut bien d'un « Pacte à quatre », comme Washington pourrait peut-être l'admettre, mais pas d'un « Pacte à cinq » que réclame Moscou qui veut associer la Chine à son jeu. Dans cette politique yougoslave actuelle, les principes n'ont pas grand'chose à faire.

Une « position indépendante », un « troisième camp » sont bien difficiles à occuper quand on a un Etat à diriger ; aurons-nous plus de chances en nous tournant vers ceux qui n'ont que des responsabilités moindres ou pas de responsabilité à assumer ?

Avec qui peut-on faire et ne pas faire le front unique ?

Rendons justice au POUM que, de toutes les organisations centristes qui ont vu le jour entre les deux premières guerres mondiales et parmi lesquelles il était associé sans réserves sérieuses jusqu'en 1940, il est le seul à subsister. Echaudée par ses expériences avec les Bureau de Londres, Front Ouvrier International et autres créations éphémères auxquelles le POUM donna son appui, la direction de cette organisation avait pratiquement renoncé à être partie intégrante d'un mouvement international et se contentait d'assister à titre d'« observateur » à toutes réunions pos-

sibles. Il pouvait y avoir à celles-ci de violents débats, les « observateurs » du POUM restaient silencieux. *La Batalla* publiait ensuite des informations avec aussi peu de commentaires politiques que possible, la direction du POUM semblant se trouver au-dessus de toutes ces contingences qui accablent les organisations ouvrières et socialisantes.

Mais l'approche de la guerre a entraîné quelques changements. Sur le 3^e Congrès Mondial de la 7.^e Internationale, *La Batalla* s'exprima sans détour :
Les trois résolutions votées et de façon générale toutes les décisions adop-